

CONGRÈS DES MAIRES DU NORD

Bernard Derosier : RSA, "Je ne reverserai que ce que je recevrai !"

Le président du conseil général du Nord a volontiers emboîté le pas de Patrick Masclet.

Il a tout d'abord rappelé qu'il existe une filiation, un lien continu entre les communes et le Conseil général, mais aussi entre ce Conseil et l'Europe. Cette dernière a alloué à notre région pour la période 2007-2013, plus d'un milliard d'euros, dont 30 millions au Département au titre de l'insertion. *"Partout en Europe, les collectivités territoriales augmentent leurs activités. (...) L'Etat transfère les compétences mais pas les moyens, mes craintes sont encore plus vives avec l'arrivée de la crise."* Pensée qu'il résume ainsi : *"Nous sommes à la croisée des chemins. L'Etat est tenté de dire que notre système (territorial) est périmé, nous sommes dans un climat d'incertitude institutionnelle ! Et d'incohérence : la fiscalité locale, l'Etat veut la contrôler, ce qui est paradoxal car il veut maîtriser les dépenses publiques mais aussi encourager les communes à développer l'économie. Et il supprime la taxe professionnelle..."* Et de demander : *"Le produit fiscal répondra-t-il aux exigences de justice fiscale ? Il y a danger car une nouvelle 'compensation' affecterait l'autonomie financière des collectivités. Refusons-le !"*

"Il nous faut attendre beaucoup du Sénat, qu'il sauve les collectivités territoriales". Opposé aux "conseillers terri-

toriaux", aux "institutions plus distantes", au fait qu'en 1982 "le point cardinal de la décentralisation qui était la proximité" aurait disparu du projet Balladur ("qui ne comporte pas que des choses négatives") et que les priorités de "solidarité et d'équilibre des territoires" ne seraient plus maintenues, Bernard Derosier estime que "l'Etat se réapproprie le local", citant les "vieux démons du jacobinisme" consistant notamment à supprimer la clause générale de compétence.

"Je ne reverserai que ce que je recevrai !"

Très concrètement, le président demande qui financerait prochainement les fonds départementaux de solidarité territoriale et les fonds départementaux d'aménagement.

Mais c'est sur le RSA que les maires attendaient que le président précise ses intentions. Ce qui fut fait. *"Les communes ont 20 ans d'expérience de RMI derrière elles. L'Union nationale des CCAS et d'autres organisations ont voulu avoir leur place dans le dispositif du RSA ; 99% des ex-RMistes (72 000 dans le Nord) sont déjà financés par les CCAS, ceux qui au 31 mai avaient l'allocation de parent isolé (14 000 dans le Nord) étaient suivis par les CAF et ils continueront de l'être. Enfin les travailleurs pauvres qui ont un emploi et un revenu, mais en deçà du seuil de pauvreté, toucheront ce RSA qui est une allocation complémentaire gérée par un fonds*



Bernard Derosier, président du Conseil Général du Nord.

d'emploi autre que ceux des CCAS et du Département." Et de poursuivre la démonstration : *"Nous avons mis en place les référents généraux de parcours, nous assurons l'insertion sociale avec les CCAS, espérons-le. Mais comment financer ? Quel coût de versement ? Combien de 'travailleurs pauvres' ? On ne sait pas ! L'Etat verse aux départements un produit de la TIPP, je ne reverserai que ce que je recevrai !"* Rappelant au sujet de l'ex-RMI qu'il avait déjà fallu trouver l'argent manquant en augmentant la fiscalité. P. U.

TOSTAIN & LAFFINEUR

REAL ESTATE SOLUTIONS



VILLENEUVE D'ASCQ - V2

A LOUER immeuble dernière génération de **9 500 m² de bureaux** divisibles à partir de **2 000 m² + parkings**

Livraison nov.2009



23 rue de la Performance à Villeneuve d'Ascq - www.tostain-laffineur-immobilier.com

03 20 04 06 00